

49, route de Sous-Moulin  
1226 Thônex

022 348 20 85

info@asase.org



www.asase.org

CCP 12-5593-0

Association suisse des Amis  
de Sœur Emmanuelle

## RAPPORT DE VISITE JUBA – NOVEMBRE 2022

Début novembre, je me suis rendu à Juba pour ma visite annuelle des programmes de notre partenaire local la Société-Saint-Vincent-de-Paul, Juba (SVDP).

Trois jours après mon arrivée, j'ai été rejoint par Florence Rivollet, notre présidente depuis un an et demi, dont c'était la première venue au Soudan du Sud après plus de 12 ans au sein de notre association.

Cela a été très enthousiasmant pour moi de partager avec Florence la découverte *in situ* de toutes les actions pour lesquelles nous travaillons tous de loin.

**Ci-contre : Florence Rivollet, Présidente d'ASASE et Betram Gordon Kuol, coordinateur des programmes de SVDP Juba**



### Abréviations

AAD	Agence Autrichienne pour le Développement
CFPDC	Centre de Formation Professionnelle et de Développement Communautaire
CSSV	Centre de Santé Saint Vincent
EFF	Exploitation d'une Ferme Familiale
JICA	Japanese International Cooperation Agency
LNOB	Leave No One Behind
OVCI	Organismo di Volontariato per la Cooperazione Internazionale
PGR	Programme Générateur de Revenus
PSF	Pharmaciens Sans Frontières
SIG	Services Industriels de Genève
SSP	South Sudanese Pound (Livre Sud Soudanaise)
SVDP	Société Saint Vincent de Paul Juba
SHF	Santé / Hygiène / Premiers Secours

## SOMMAIRE

---

<b>1. Contexte</b>	<b>3</b>
1.1. Contexte politique	3
1.2. Contexte sécuritaire national	3
1.3. Contexte local	4
<b>2. Le programme de Formations Professionnelles</b>	<b>6</b>
2.1. La session 2021	6
2.2. La session 2022	6
2.3. La collaboration avec les entités locales d'institutions internationales	8
<b>3. Micro-crédits</b>	<b>9</b>
3.1. La reprise du programme en 2022	9
3.2. Visite des petites entreprises de quatre bénéficiaires	9
<b>4. Les Programmes Générateurs de Revenus</b>	<b>11</b>
4.1. La ferme à Nyarjwa	11
4.2. L'élevage avicole dans le CFPDC de Lologo	12
4.3. La maison d'hôtes	12
4.4. L'unité de confection	13
4.5. Fabrication de meubles en bois	13
4.6. Location du camion	13
4.7. Fabrication de confitures	13
4.8. La pépinière dans le CFPDC	14
4.9. Chargé des ventes	14
<b>5. Le conflit avec la communauté de Nyarjwa</b>	<b>15</b>
5.1. Résumé du problème	15
5.2. Le contexte institutionnel du litige	16
5.3. Les négociations entre SVDP et les membres contestataires de la communauté	17
<b>6. Le Centre de Santé Saint Vincent</b>	<b>20</b>
6.1. La rénovation du bâtiment	20
6.2. Les conséquences de la mauvaise supervision des travaux	20
6.3. Autres nouvelles	20
<b>7. Le programme Be In Hope pour enfants des rues</b>	<b>21</b>
7.1. Une bibliothèque pour le foyer	21
7.2. Un programme qui fonctionne bien sous la houlette de la nouvelle travailleuse sociale	21
7.3. Rencontre de bénéficiaires, actuels et anciens	22
<b>8. Les autres programmes</b>	<b>24</b>
8.1. L'École Saint Vincent	24
8.2. L'interruption du programme LNOB	24
8.3. Le programme d'alimentation des petits enfants	25
<b>9. Comptabilité et budget 2023</b>	<b>26</b>
9.1. Le travail sur la comptabilité	26
9.2. Le travail sur le budget 2023	26
9.3. La réduction des effectifs en 2023	27

## 1.CONTEXTE

### 1.1. Contexte politique

- En août 2022, les parties signataires de l'accord de paix de 2018 ont signé une feuille de route prolongeant la période du gouvernement de transition de deux ans, **reportant les élections générales du pays de 2023 à 2025.**

- Ni le président Salva Kiir, ni Riek Machar, son principal ex-opposant devenu Vice-Président, ne souhaite la tenue d'élections. *« Riek Machar a perdu sa popularité. Les gens comptaient sur lui, après son retour au pouvoir, mais il ne fait rien. »*

De toutes façons, le gouvernement est incapable d'organiser le recensement de la population. Comment faire avec les déplacés ou les réfugiés vivant dans des camps ?

*« Et il trouve toujours de bonnes excuses pour dire que ce n'est pas la priorité, avec par exemple le rapport du PAM prévoyant que des millions de Sud Soudanais souffrent ou souffriront de la faim. »*



### 1.2. Contexte sécuritaire national

- Selon un rapport du conseil des Eglises sud-soudanaises en août, *« les conflits inter et intra-tribaux ont augmenté dans tout le pays en raison de multiples facteurs, notamment la concurrence pour l'eau et la terre, la concurrence pour les moyens de subsistance. Le partage du pouvoir au sein du commandement unifié de l'armée est toujours dans une impasse et les conflits armés et la violence se poursuivent dans de nombreuses régions du pays. Les raids pour le bétail font un grand nombre de victimes. »*



- L'accord de paix n'a manifestement pas inclus tous les groupes rebelles. Dans l'Etat du Nil Supérieur, au nord-est du pays, plus de 20 000 personnes ont quitté leurs foyers depuis l'été pour fuir les combats entre l'armée et des groupes rebelles. Les combats se sont étendus dans l'Etat de Jonglei, où les déplacés qui sont retournés dans leurs villages ont retrouvé leurs maisons incendiées et ont été forcés de manger des plantes aquatiques sauvages pour survivre.

- La Commission des Droits de l'Homme au Soudan du Sud a déclaré qu'elle avait des motifs raisonnables de croire qu'un Commissaire de comté dans l'État d'Unité, au nord du pays, riche en pétrole, avait orchestré des viols collectifs (dont certaines victimes n'avaient que neuf ans !) dans un camp de l'armée. Les abus documentés par les experts de l'ONU comprenaient également des décapitations, des victimes de viol forcées à porter les têtes coupées, des victimes brûlées vives...

- Selon l'UNHCR, les conflits armés, la violence localisée, les inondations dramatiques, l'aggravation de l'insécurité alimentaire et la déstabilisation économique laissent **6,8 millions de personnes dans le besoin d'une aide vitale urgente.**

### 1.3. Contexte local : Juba et sa région

#### 1.3.1. « A l'approche de Noël, l'insécurité augmente ! »

- Dans la capitale, des bandes organisées sévissent.

Betram, le coordinateur des programmes de notre partenaire local, SVDP, nous explique leur *modus operandi* : « Ils se tiennent à l'affût près des banques avec des bodas-bodas [moto-taxis] et repèrent les gens qui en sortent avec des sacs. Une moto suit la personne qui part en voiture. Ils contactent leurs complices et leur donne leur direction, et soudain vous voyez qu'une voiture aux vitres teintées vous suit. Elle vous dépasse et vous bloque : des hommes armés en sortent.

Ou alors si vous avez garé votre voiture dans un lieu un peu isolé, ils vous font entrer dans votre voiture, vous menacent et vous ordonnent de vous rendre chez vous. Derrière, une de leurs voitures vous suit. Arrivé chez vous, ils vous dévalisent.

Lorsque SVDP va récupérer de l'argent à la banque, deux voitures sont envoyées. La première transporte les billets, et elle est suivie par une autre qui l'escorte. Ça les dissuade. »



- A Lologo, depuis un an et demi, on observe la formation de gangs de jeunes (« Toronto Group », « Wrong Gang »...) Si vous sortez à pied le soir après 20h dans les ruelles moins fréquentées du bidonville, les criminels viennent avec une machette ou un couteau et vous prennent votre téléphone, votre argent. C'est arrivé à un jeune homme quelques jours avant notre arrivée.

Début janvier, la police a arrêté 44 criminels présumés dans les quartiers de Hai Coati et Lologo1 alors qu'ils se livraient à une bagarre entre deux gangs rivaux – le Wrong Gang et les Soldiers Boys- , qui a fait deux morts.

#### 1.3.2. Les routes et la spéculation immobilière

- Les seules routes goudronnées du pays sont : la route de Nimule entre Juba et la frontière ougandaise (169 km) ; celle entre Juba et Terekeka (une ville au nord-est de Juba, le long du Nil blanc), réalisée par une compagnie chinoise (70 km) ; et la nouvelle route reliant Juba et Bor (200 km)



- Il y a 10 ans, il y avait un projet de déplacer la capitale à un endroit appelé Ramciel, à 200 km au nord de Juba, proche du centre géographique du pays. Mais le projet est tombé à l'eau, l'argent du pétrole ayant été confisqué par la classe dirigeante. Dès lors, l'attractivité de Juba a augmenté.

Aujourd'hui, les gens achètent des bons d'achat d'un terrain sur papier, sans même savoir où se situe le terrain. « Très souvent, lorsque vous voulez trouver le terrain quelques années plus tard, vous ne le trouvez pas. »

Mogga, le directeur du programme de formation professionnelle, raconte que des terrains appartenant à sa communauté avaient

été donnés à quelques personnes importantes de la communauté en 2008. Mogga était une des personnes qui en avaient bénéficié. Quand il a finalement découvert son terrain, il était déjà occupé par une des relations proches du président, en charge des routes.

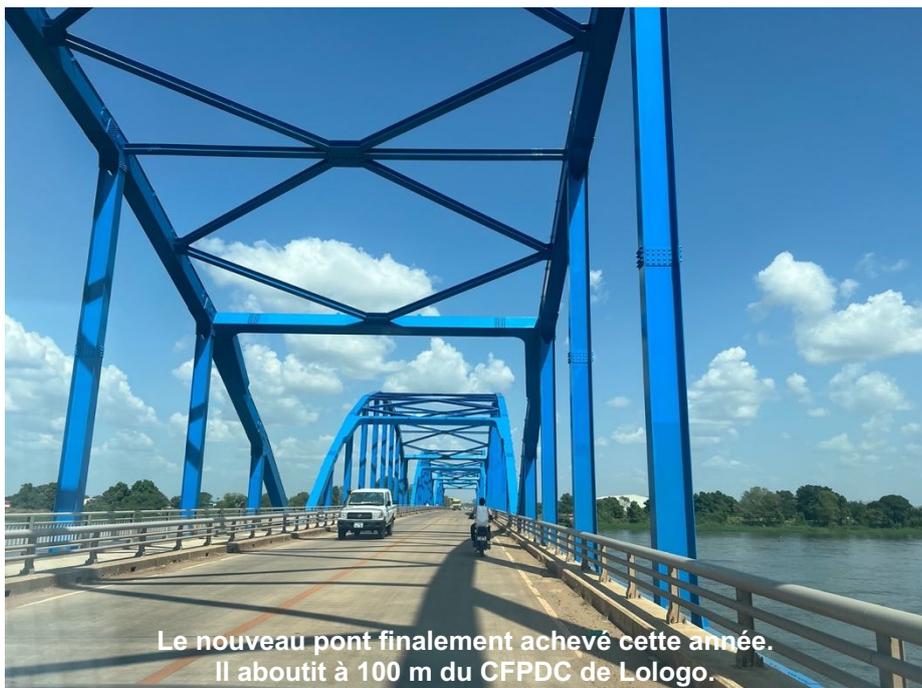
Chaque jour, aux informations locales, il est fait mention de personnes convoquées dans les bureaux du Comté avec leurs documents d'acquisition, suite à un litige. « *Si vous êtes en litige avec une personne appartenant à la classe dominante, vous n'avez aucune chance.* »

La belle-mère de Wilson, l'adjoint de Betram, a vu un jour quelqu'un arriver chez elle et réclamer sa maison comme étant la sienne. Ils sont en procès depuis des années.

• Wilson me raconte qu'il a déménagé depuis ma dernière visite parce que ses propriétaires ont voulu augmenter le loyer de sa maison (3 chambres et une cuisine) dans le quartier de Custom de 250 \$ à 1000 \$ / mois. Un voisin somalien (qui vend des matériaux de construction) étant intéressé, le propriétaire a donné 3 mois à Wilson pour qu'il quitte la maison. Et le Somalien a payé 6 mois de loyer d'avance. « *En fait, ils vont venir à 4 ou 5 et diviser le loyer entre eux.* »

Wilson a préféré construire sa nouvelle maison. Mais le prix croissant du ciment et du fer (pour les fondations et les colonnes) et du câblage électrique a ralenti les travaux.

• A Lologo, le prix d'un terrain de 400 m<sup>2</sup> atteint jusqu'à 30 000 \$ (750\$/m<sup>2</sup>).



Le nouveau pont finalement achevé cette année.  
Il aboutit à 100 m du CFPDC de Lologo.



• La région de Nyarjwa, à 25km au nord-est de la capitale, aiguise les appétits des investisseurs immobiliers, d'autant qu'il y a la ferme du président pas loin de celle de SVDP, ce qui explique cette route goudronnée cette année (cf photo) : trois voies dans un sens (avec un trottoir, alors qu'il n'y a aucun piéton dans cette région... et aucun trottoir à Juba !) et deux dans l'autre sens ! Et la construction d'un pont sur la rivière.

C'est dans cette ferme réaménagée (et bien gardée) que Salva Kiir vivait avant la guerre civile. Les gens disent d'ailleurs que plus il y a de problèmes dans le pays, plus le président reste là, loin de la capitale.

## 2. LE PROGRAMME DE FORMATIONS PROFESSIONNELLES

### 2.1. La session 2021

- La cérémonie de remise des diplômes a eu lieu le 28 avril 2022 cette année (au lieu de mars généralement), du fait des décalages induits par l'épidémie de Covid en 2021.

Cette date plus tardive a permis d'organiser un passage de flambeau des diplômé(e) aux



apprenti(e)s déjà présent(e)s (habituellement la cérémonie avait lieu avant l'arrivée de la nouvelle promotion). Les nouveaux apprentis ont participé bénévolement à la préparation de l'organisation de la cérémonie (montage des tentes, réception des invités etc...). Constatant que cette implication a été bénéfique, SVDP souhaite maintenir à l'avenir ce calendrier pour les prochaines cérémonies.

- Lors de notre visite, l'étude de suivi des diplômés 2021 était pratiquement achevée (environ 50 sur les 70 diplômés de l'échantillon).

Jackson et John Sebit, qui sont en charge de cette étude, m'ont donné quelques retours qualitatifs sur leurs sondages. Ils ont par exemple constaté que les diplômées en couture qui travaillent dans les marchés de Juba comme Muluke, se débrouillent bien mais que celles qui sont dans des quartiers plus isolés ont plus de mal. J'ai demandé que ce genre d'information ou commentaire soit joint au tableau statistique.

### 2.2. La session 2022

- **Les cours de la session 2022 se sont terminés en décembre.**

La formation EFF (Exploitation d'une Ferme Familiale) qui devait être réalisée pour les populations des camps de déplacés de la capitale, dans le cadre du projet LNOB financé par les partenaires autrichiens, n'a pas été dispensée du fait des nombreux problèmes rencontrés dans la réalisation de ce projet (cf 8.2.).

- **La première session de la nouvelle formation à la chaîne du froid**

Elaborée avec UNICEF et le ministère de la Santé, cette première session était un peu particulière dans la mesure où c'était une formation sur mesure, répondant au cahier des charges du ministère. Il y a trois ans, l'inoculation de vaccins qui n'avaient pas été conservés dans les conditions de réfrigération adéquates avaient entraîné la mort de dizaines d'enfants dans l'est du pays. Par ailleurs, l'UNICEF a distribué des centaines de réfrigérateurs il y a quelques années ; très peu avaient été maintenus en état de fonctionnement. L'entretien des matériels était donc aussi un des points clés de cette nouvelle formation.



90 personnes ont été formées sur des sessions de trois mois. SVDP a reçu près de 95 000 \$ de l'UNICEF pour couvrir le budget, dont 7% pour les frais administratifs. Les montants ont été versés en 4 fois, et il fallait justifier de la dépense de l'intégralité des fonds pour obtenir la suite du financement. SVDP a pu garder l'équipement qui reste (cf une partie sur la photo) pour la formation standard qui va démarrer en 2023. Idéalement, cette nouvelle formation exigerait la construction de deux nouvelles salles. Pour la formation dispensée pour

l'UNICEF en 2022, SVDP a réquisitionné la salle de l'unité de confection (PGR) et la salle de réunion (quand ils reçoivent des officiels, des ONG partenaires ou des institutions ; ou les formations pour le Central Council). En 2023, SVDP va se débrouiller, mais un budget a été demandé pour évaluer le coût de nouvelles salles dédiées.

Il faut noter que le ministère de la Santé souhaite former environ un millier d'agents au total et que la formation UNICEF sur mesure pourrait donc se renouveler.

- **La formation des formateurs**

7 enseignants (un de chaque formation) ont suivi une formation de trois semaines au Nakawa VTC (soutenu par la JICA) en Ouganda entre le 22 novembre et le 15 décembre.

Le coût de la formation, incluant l'hébergement et la nourriture au sein de l'Institut, a été de 13 000 \$, Les billets d'avion ont coûté 3000 \$. A cela s'ajoute le transport depuis l'aéroport et une petite contribution demandée par l'Institut pour la cérémonie de remise des diplômes.

- **L'amélioration des cursus**

Voici le témoignage de Florence qui a visité les ateliers de formation : *« Pour moi, la belle surprise a été les ateliers de formation professionnelle. J'ai eu une perception très positive, bien au-delà de mes espérances. Ces ateliers sont bien pensés et adaptés en fonction des besoins. Pour la formation informatique par exemple, c'est impressionnant ce qu'ils arrivent à apprendre en neuf mois ! Non seulement utiliser les logiciels de base, mais aussi installer un réseau Wi-fi, un serveur, un système de caméra de surveillance etc. Les diplômé(e)s recevront des kits à cet effet. »*

En maçonnerie, on apprend aussi la plomberie et le carrelage, les fondations en pierres.

En électricité, ils savent brancher des panneaux solaires et acquièrent des compétences en électronique.

*« La formation SHP a été renforcée et est plus professionnalisante qu'une simple formation de premiers secours : ils sont capables d'effectuer toutes sortes de tests de laboratoire pour dépister les maladies courantes (malaria, syphilis, typhoïde, hépatite, Covid...), tests de grossesse et la détermination du groupe sanguin.*



Apprentie de la section Informatique faisant des branchements internet.



Les apprenti(e)s de la section Electricité.

*Tout cela représente des améliorations récentes des cursus qui témoignent d'un effort constant de SVDP pour s'adapter et répondre aux besoins de manière efficace.*

*Chaque atelier était présenté par un(e) apprenti(e). Au début, j'ai pensé qu'il s'agissait d'instructeurs tant leurs explications étaient claires et précises !*

*Tous étaient très motivés et conscients de la chance qu'ils avaient eu d'être sélectionnés, sachant qu'il y a chaque année plus de demandes que de places » (plus de 2 fois plus pour la session 2022).*

Rappelons que la sélection (menée par une équipe de 5 personnes + un enseignant de la formation demandée) se fait selon des

critères privilégiant les personnes qui sont les plus vulnérables et dans le besoin : handicapés, anciens soldats ou miliciens, personnes sans soutien financier dans la famille, femmes n'ayant jamais travaillé ou sans éducation / formation... SVDP cible aussi les membres de groupes de jeunes délinquants. Mogga, le directeur du programme, raconte : « Il y a deux semaines, quelqu'un m'a dit : bravo à SVDP, parce que j'ai vu un des membres d'un gang portant la combinaison de SVDP. Et il est devenu un bon gars ! » Ils sont amenés par leur parents qui disent : « Ce garçon n'est pas bon. Pouvez-vous le faire changer ? ». 😊  
SVDP doit souvent résister aux pressions visant à « pistonner » des candidats.



Maçonnerie / Construction

SVDP assure aussi des cours supplémentaires dans des classes regroupant celles et ceux, de toutes sections, qui ne sont pas vraiment alphabétisé(e)s ; il y en a souvent parmi les apprenties couturières.

### 2.3. La collaboration avec les entités locales d'institutions internationales



Soudure

- **World Vision** : pour l'instant, il n'est pas prévu de formation supplémentaire spéciale avec eux en 2023 comme c'était le cas les années précédentes, faute de budget disponible pour eux.
- **OVCI** : cette ONG italienne change son responsable des programmes pratiquement chaque année et passait généralement un accord annuel pour un soutien (modeste) à SVDP pour ses apprentis handicapés. Mais en 2022, le responsable ne disposait pas de budget.
- La formation sur mesure réalisée pour **l'UNICEF/ le ministère de la Santé** pourrait ouvrir des opportunités de formations pour des employés de l'administration ayant besoin de formation dans d'autres domaines. Par ailleurs, un employé de l'UNICEF a proposé de mettre en contact SVDP avec l'Ambassade japonaise. Mais il a depuis été transféré en Ukraine. Lors de la dernière cérémonie de remise des diplômes, l'ambassadrice adjointe du Japon était présente. SVDP lui a fait une longue présentation des activités qui l'a enthousiasmée. Mais l'ambassade travaille généralement via des accords bilatéraux, notamment à travers **la JICA** (qui a construit le pont à côté du CFPDC).

La solution serait que le gouvernement sud-soudanais s'implique via une autre organisation comme l'UNICEF sur un projet avec SVDP. Betram va les solliciter pour le hall à Nyarjwa (cf 5) et une formation. Il y avait déjà eu il y a quelques années des formations réalisées dans le CFPDC pour l'UNIDO et JICA.

- En août, **US AID** a invité les responsables (Mogga, Yousif et Wilson) à l'Ambassade américaine. Ils ont posé diverses questions, notamment sur les coûts de la formation professionnelle.

### 3. MICRO-CRÉDITS

#### 3.1. La reprise du programme en 2022

• Rappelons que le dispositif de micro-crédit avait été suspendu en 2021 suite au non-remboursement des prêts alloués à la deuxième volée de groupes de cinq diplômé(e)s du fait de la crise Covid en 2020. Le lancement des diverses activités avait été directement impacté par les mois de confinement. Sur les 15 000 \$ prêtés fin 2019 à 7 groupes, seuls 200\$ avaient été remboursés !

Suite à cette sévère déconvenue, des décisions avaient été prises lors de ma

visite de 2021 pour repenser entièrement le dispositif, notamment en visant principalement des diplômé(e)s de sessions antérieures ayant déjà monté une petite entreprise. Cela facilite l'évaluation des projets présentés et limite les risques de non-remboursement.



• **Mi-juillet 2022, 14 diplômé(e)s ayant monté des petites entreprises ayant au moins un an d'existence ont été sélectionnés et ont reçu des prêts en SSP (équivalents entre 150 et 800\$).**

Chaque bénéficiaire a un plan de remboursement personnalisé.

Ceux qui remboursent bien auront la possibilité d'en obtenir un autre.

8% des **6000 \$ (environ) prêtés au total** avaient été remboursés à la date de notre visite.

La baisse de la livre (de 597 SSP à 650 SSP/\$ actuellement) leur est favorable.

Les demandes de nouveaux prêts par de nouveaux candidats peuvent être faites à tout moment de l'année. Elles doivent être soutenues par un nouveau « *business plan* » si elles émanent d'une personne ayant déjà bénéficié d'un crédit.

• Nous avons décidé de financer l'achat d'une moto pour aider Jackson et John Sebit dans leur déplacements sur les lieux de travail des candidats et des bénéficiaires de micro-crédit.

La moto leur servira aussi pour les enquêtes de suivi des diplômé(e)s.

#### 3.2. Visite des petites entreprises de quatre bénéficiaires

• **Amos Jada (diplômé Réparation Automobile 2018)**

Amos (ci-dessus) a 30 ans, est marié et a 5 enfants.

Après avoir été diplômé (il faisait partie des 20 diplômés de sa section qui ont reçu une boîte à outils), Amos a lancé un atelier de réparation de générateur, de motos et de voitures à Lologo.

Le crédit qui lui a été alloué lui a permis d'acheter des pièces de rechange et du petit matériel.

Il gagne entre 40 000 SSP et 60 000 SSP (66 \$ - 100 \$) par mois.

Son loyer mensuel s'élève à 15 000 SSP (25\$).

Il travaille avec un ou deux collègues et forme des plus jeunes.



• **Abraham Ladu (diplômé Informatique 2021)**

Abraham (ci-contre), 22 ans, célibataire, est en première année de droit à l'université de Juba. Il arrive à faire fonctionner son petit commerce parallèlement à ses études.

Il ne connaissait rien à l'informatique avant la formation.

Après sa formation, il a ouvert un petit commerce de services informatiques à Lologo, où il habite.

Il a obtenu un prêt en août (250 000 SSP, 410\$) qui lui a permis d'acheter

une imprimante (400 000 SSP, environ 650 \$ !) qu'il peut utiliser en journée avec un petit générateur. Il a une plus grosse imprimante qu'il utilise le soir, lorsqu'il y a de l'électricité, car elle requiert plus de puissance.

Il se plaint de l'inflation.

Ça n'a pas été facile de trouver un local pas trop cher. Il paie un loyer mensuel de 20 000 SSP.

Il gagne entre 30 000 et 40 000 SSP par mois (environ 70\$), surtout des photocopies et des scans.

Lorsque les affaires sont calmes, il étudie sur place (le diplôme de droit requiert 4 ans d'études).

Il a commencé à rembourser le prêt.

• **Mary Abuls (diplômée Couture 2015)**

Une fois diplômée, Mary (25 ans) s'est installée en 2016 dans une échoppe à Lologo, où elle habite avec ses trois enfants et son mari (qui travaille). Elle propose ses services de couture aux habitants du



bidonville. C'est souvent des vêtements à raccommoder.

Elle utilise encore la machine à coudre qui lui avait été offerte par SVDP à la cérémonie de remise des diplômes.

Elle a obtenu un prêt en août (250 000 SSP, 410\$) pour pouvoir acheter des tissus (avec 50 000 SSP) et l'aider à acheter une nouvelle machine (300 000 SSP, soit 500 \$ !).

Elle a déjà remboursé 10% du prêt. Elle dit que son petit commerce fonctionne bien et qu'elle pense être en mesure d'acheter une machine début 2023.

Elle peut gagner jusqu'à 80 000 SSP par mois et son loyer lui coûte 10 000 SSP.

• **John Ladu (diplômé Réparation Automobile 2018)**

John a 51 ans, est marié et a cinq enfants.

Avant sa formation, il travaillait pour des garages.

Il dit avoir beaucoup appris lors de la formation.

Après avoir été diplômé, il a d'abord repris le travail en tant que mécanicien dans un garage puis, en 2020, a lancé cet atelier de réparation automobile à Kator.

Il est satisfait de la localisation de son atelier.

Il vend de l'huile, des pneus, des pièces détachées ; il répare des générateurs.

Il gagne environ 240 000 SSP (400 \$) par mois et paie un loyer de 10 000 SSP (17\$).

Il a déjà remboursé 20% de son prêt de 250 000 SSP (410 \$) qui lui a permis d'acheter un compresseur et des pièces détachées.



## 4. LES PROGRAMMES GÉNÉRATEURS DE REVENUS

### 4.1. La ferme à Nyarjwa

- La ferme est dirigée par Steven, qui est assisté par Francis. Abraham et Harriet gèrent en particulier les ventes.

- **Cette année, le contrôle des nuisibles, les engrais, et même la pluviométrie a été favorable.** Pendant la période de croissance, les pluies ont été importantes sans qu'il y ait des inondations.

D'ailleurs les bassins de rétention et de distribution réalisés avec une contribution du Fonds Mécénat des SIG n'ont pas été alimentés par la rivière, puisqu'elle n'a pas débordé. L'eau qui y reste est celle des pluies.

Le container avec la pompe et les canalisations pour les bassins de récupération / d'irrigation était arrivé à Mombasa lors de notre visite. Le dernier jour, Wilson est allé chercher le matériel.

- Mais au final, **c'est la pire récolte jamais enregistrée du fait de l'interruption des travaux dues aux blocages de l'accès du site par les jeunes contestataires de la communauté de Nyarjwa entre juillet et septembre (cf 5) : 6 semaines, 3 semaines, puis 4 jours.**

Les équipes n'ont pas pu désherber lorsque le temps était venu et ça a perturbé tout le cycle de travaux. Ils ont engagé des ouvriers pour désherber rapidement après le premier déblocage, mais ça n'a marché qu'en partie. Ils n'ont pas pu semer en juillet sur les parcelles qui devaient démarrer le second cycle. Ils n'ont planté les graines que sur des parcelles réduites fin août, après le premier accord avec le groupe de contestataires, mais ce n'était pas la bonne période et la germination a été perturbée.

Cette année la récolte se limite donc malheureusement à un peu de maïs. Mais aucun légume n'a pu être récolté, à part des potirons en octobre et des poivrons en mai.



Francis, près du bassin de distribution d'eau rempli d'eau de pluie.



Maïs séchant dans l'entrepôt

Ils vont planter des aubergines début janvier qui seront irriguées au goutte-à-goutte.

Le grand réservoir n'est utile que pour l'irrigation par arroseur automatique.

- On pourrait augmenter le nombre de serres (4000 \$ environ). Mais les tuyaux dont dispose SVDP (différents selon leur utilisation en serre ou en plein-champ) ne sont pas de la meilleure qualité, et après plusieurs utilisations depuis des années, certains sont hors service. Lors de sa venue en France début juin, Betram en a parlé à Jacques Langlais d'Opération Orange, qui lui a présenté Vincent Philippeau, un agriculteur angevin. SVDP

pourrait s'en procurer des bons chez Amiran, une société kenyane. Betram dit qu'il vaut mieux se rendre sur place pour acheter, même pour les graines (Steven a commandé des graines chez Amiran, et elles ont moins bien germé que celles obtenues lorsqu'ils étaient allés sur place les choisir au Kenya).

- La moto de Steven a été volée en début d'année. On lui en a financé une nouvelle (1250\$).

#### 4.2. L'élevage avicole dans le CPFDC de Lologo

- Cette année, pas d'élevage de poules pondeuses : uniquement des poulets (un millier), nourris avec le stock restant de nourriture. Les poulets ont été vendus avant Noël. C'est Alice qui se charge de superviser les ventes.

- SVDP n'a pas pu démarrer un cycle d'élevage de poules pondeuses du fait des difficultés pour importer les concentrés alimentaires indispensables.

SVDP avait obtenu de l'importateur ougandais de passer par eux pour les nutriments, car importer directement des quantités limitées était devenu impossible. Les containers arrivent au port de Mombasa, au Kenya. Betram est en contact avec l'importateur et une association d'importateurs : non seulement ils doivent payer maintenant des taxes supplémentaires lors du passage du Canal de Suez, mais les autorités douanières ougandaises ont ajouté aux 18% de TVA 10% de taxe d'importation sur les concentrés. Résultat : l'importateur ne veut même pas décharger le container de Mombasa et est en pourparlers avec le gouvernement.

Il n'y a pas d'alternative d'importation par le Soudan parce qu'ils ont le même problème d'approvisionnement et que de toutes façons la navigation fluviale entre les deux pays (seule voie d'acheminement possible actuellement) n'est pas encore opérationnelle.



#### 4.3. La maison d'hôtes

- « J'ai apprécié d'être logée dans la confortable maison d'hôtes », témoigne Florence. « Résider dans le CPFDC est pratique et permet de vivre au cœur même de toutes les activités. Notre sécurité était bien assurée avec un garde à l'entrée du Centre et un garde armé la nuit dans l'enceinte fermée de la maison d'hôtes. »

- Le projet de panneaux solaires est tombé à l'eau car dans l'état des équipements disponibles, il serait impossible d'assurer le fonctionnement des climatiseurs qui requièrent une puissance élevée.

SVDP a étudié la possibilité de mettre des panneaux solaires avec un technicien spécialisé : il leur a déconseillé de le faire avec le matériel actuellement disponible dans la région car la longévité du système sera réduite (problèmes avec les batteries du fait de la consommation massive des airs conditionnés).

Il faudrait pouvoir se connecter au réseau électrique de la ville, mais il est déjà surchargé.

Ils ont installé un système de batteries qui permet d'alimenter tout... sauf l'air conditionné. Celui-ci requiert donc toujours le fonctionnement des gros générateurs du CPFDC, ce qui génère un coût supplémentaire la nuit uniquement.



Joy et Jacqueline dans le jardin du petit restaurant à côté de la maison d'hôtes.

- Nos repas étaient préparés par Joy et Jacqueline qui habitent juste à côté. Jacqueline a suivi une formation en couture et Joy en EFF en 2018.

Joy est orpheline. Elle a quatre frères et sœurs. Elle est à l'université en communication. Jacqueline a 5 enfants. Elle fait partie du groupe d'habitantes formées à la fabrication de confitures (cf 4.7.).

#### 4.4. L'unité de confection

- Cette année, pour pallier les problèmes de concurrence, SVDP a fait venir les tissus d'Ouganda et a pu vendre moins cher les uniformes aux écoliers qui le souhaitaient.
- Chaque apprenti doit aussi acheter ses deux uniformes à SVDP (10 000 SSP, environ 17\$). Rappelons que les formations sont gratuites et que c'est la seule participation financière exigée.

#### 4.5. Fabrication de meubles en bois

- Peter Lojeno, le menuisier employé de SVDP depuis 1992 (à Khartoum) fabrique du mobilier en bois revendu aux écoles et parfois à l'Eglise.
- Du mobilier peut aussi être vendu à des sociétés ou des particuliers, comme ces chaises ci-dessus (400 \$ pour 6 chaises).
- Il assure aussi la maintenance pour ces clients.



#### 4.6. Location du camion

- Il y a eu trois locations cette année.
- Le problème est de faire emprunter au camion des routes en bon état parce que sinon cela peut engendrer (comme par le passé) des frais de maintenance (coût des pièces détachées). Même la route goudronnée de Nimule (entre Juba et l'Ouganda) est en mauvais état et en réfection. Par ailleurs, il n'y a personne spécifiquement en charge du développement de la clientèle (cf 4.9.)

#### 4.7. La fabrication de confitures

- C'est le partenaire autrichien ProSudan qui soutient ce projet de nouveau PGR.



- 6 femmes ont été formées en 2021.

SVDP a obtenu cette année une licence du gouvernement qui est venu voir la fabrication.

- Pro Sudan finance la construction, au sein du CFDPC, d'un bâtiment (8x6m) destiné à la fabrication.

Les prix des matériaux en Ouganda ont explosé et le coût est déjà de 11 000 \$ (sans le plafond, les tuiles, la toiture, les portes, les fenêtres, la peinture...)

- Hans Rauscher, le directeur de ProSudan, a fait livrer par container 3000 bocaux en verre.

Lors de sa dernière visite, il est reparti avec deux boîtes de confitures de mangues pour les revendre en Autriche.

- Les confitures sont d'abord destinées à agrémenter les goûters de l'école (environ 50 bœux) et, une fois par semaine, les repas distribués dans le cadre du programme d'Alimentation des enfants. Le reste sera vendu sur les marchés.

- Ici aussi, il faudra une personne pour gérer les ventes. Pour l'instant, c'est Alice. Il faut aussi prévoir des étiquettes sur les bœux.

- Les femmes engagées dans la fabrication pourront en concocter pour leur consommation si elles apportent les fruits et les ingrédients ; SVDP ne leur fera payer que les bœux.

#### 4.8. La pépinière dans le CFPDC (ci-contre)

Des légumes et des plantes d'ornement sont cultivés au sein du CFPDC et les plants sont revendus aux particuliers.

#### 4.9. Chargé des ventes

- Ce serpent de mer des besoins managériaux de SVDP n'est toujours pas réglé. Étant données les difficultés pour recruter quelqu'un chargé de ce poste jusqu'à présent et les conditions de budget restreinte pour 2023 (cf 9.3), j'ai proposé d'embaucher un jeune habitant de Lologo rencontré en 2021 lors de mes entretiens d'anciens diplômés. Il me semble correspondre aux critères recherchés, en particulier le sérieux, la motivation et la maîtrise des logiciels Microsoft. Recruter quelqu'un de hautement qualifié pour gérer la commercialisation des produits grèverait les bénéficiaires (sans compter que ce n'est pas du tout nécessaire selon moi).



Potirons dans l'entrepôt de la ferme de Nyarjwa.

- Pour la vente des produits agricoles et avicoles, la compétition est dure sur les marchés. Pour garantir des marges, étant donné le coût local de production, SVDP est obligé de vendre ses produits à un prix relativement élevé comparativement aux produits importés. Nos clients pourraient être les consommateurs en quête de qualité. Lorsque nous vendions des œufs aux hôtels, nos interlocuteurs étaient intéressés par la fraîcheur des produits. Mais à présent, les acheteurs s'en fichent et surtout les distributeurs de produits importés donnent des pots-de-vin pour obtenir les marchés. Par exemple, ils vendent à prix cassé des poulets brésiliens ayant dépassé les dates limites. Il y a deux ans, SVDP est allé, avec la délégation en visite de SVDP UK, discuter avec le ministre du Travail et a suggéré de mettre en place des mesures destinées à protéger la production nationale contre la compétition étrangère. En Ouganda par exemple, il est impossible d'importer des poulets du Kenya.

- SVDP a besoin de développer une marque et des étiquettes pour mettre en valeur la qualité et la fraîcheur de ses productions.

## 5. LE CONFLIT AVEC LA COMMUNAUTÉ DE NYARJWA

### 5.1. Résumé du problème

#### 5.1.1) Le blocage de l'accès au site de Nyarjwa par des membres violents de la communauté locale

- Lors de la courte visite (5 jours) de Laurence Schumacher de Pharmaciens Sans Frontières Suisse en mi-juillet, des membres de la communauté locale ont volé les clés du CSSV et bloqué l'accès au site, incluant le terrain agricole. Mme Schumacher n'a pas pu visiter le CSSV.
- Les jeunes contestataires exigeaient que SVDP leur construise un hall communautaire dans leur village, comme le leur avait promis (par faiblesse, et sans en référer à la direction de SVDP) Mogga (le directeur de la formation professionnelle) soi-disant depuis 2018.

#### 5.1.2. Une communauté locale particulièrement conflictuelle

- La communauté de Nyarjwa a entraîné le départ des quelques ONG et investisseurs qui se sont risqués dans leur région.
- Une école gérée par des sœurs indiennes (Queen of Apostles) est aujourd'hui fermée. Après leur avoir construit les bâtiments et trouvé des enseignants, les sœurs sont parties, excédées par les exigences de la communauté.
- Les Chinois avaient signé un accord avec l'Etat de Central Equatoria pour l'exploitation minière de la montagne (agrégats de construction...). Ils avaient commencé à construire plus de quarante maisons pour héberger leurs compatriotes. Pendant la construction, les habitants demandaient à être parties prenantes et ont commencé à perturber les travaux. Les Chinois leur ont dit : « *C'est un accord entre l'Etat de Central Equatoria et notre Etat, pas avec vous.* » Et après un moment, ils sont partis en laissant toutes les maisons à moitié construites.
- Un projet de construction d'une école secondaire a échoué pour le même genre de raisons. Les bâtiments ont commencé à être érigés, pas loin de notre terrain, et ont été laissés en plan.

#### 5.1.3. Les enjeux du conflit

- Derrière le conflit récent résultant de la promesse malencontreusement faite par Mogga de financer la construction d'un hall communautaire, il y a sous-jacent une menace plus fondamentale : que la communauté remette en question le MOU (Memorandum of Understanding) signé avec l'ancien chef et qui attribue à SVDP le terrain pour une durée indéterminée, jusqu'à ce que SVDP n'arrive plus à fournir des services à travers les projets qui y sont développés.



La route menant au site de Nyarjwa, en sortant de la route principale, en 2016, quand cette dernière était encore une piste.



Habitations clairsemées du village de Nyarjwa il y a quelques années.

- Comme à Juba, les habitants de Nyarjwa sont principalement des Baris. Ceci dit, avec les guerres civiles, des membres d'autres tribus sont venus s'installer à Nyarjwa, notamment des Mandaris ou des gens originaires de l'État de Western Equatoria. La seule richesse des « indigènes », ce sont les terrains, et ils s'accrochent à leur propriété.
- Les problèmes ont commencé quand la route arrivant à Nyarjwa a commencé à être goudronnée en 2021. La communauté locale savait que cela allait faire augmenter la valeur des terrains de la région, et certains de ses membres ont voulu en tirer profit.
- Elle a commencé à diviser les terres en parcelles de 400 m<sup>2</sup> pour en donner 3 ou 4 à chaque famille.

- Les familles utilisent généralement une parcelle pour se loger et vendent les autres au prix actuel de 2500\$ la parcelle. Donc c'est devenu une source de revenu prépondérante pour la communauté locale.
- Pour résumer, certains habitants trouvent que les bénéfices reçus des programmes de SVDP sur le long terme sont moins intéressants que ceux qu'ils pourraient obtenir immédiatement de la vente du terrain de la ferme. Sans que la demande de récupération du terrain n'ait été jamais explicitée, cela crée une tension supplémentaire.

## 5.2. Le contexte institutionnel du litige

- Selon la Constitution intérimaire qui devait être modifiée par le gouvernement une fois le pays créé (et qui ne l'a pas encore été), **les terres appartiennent aux communautés locales, pas à l'Etat**. C'est John Garang qui avait demandé cela, car il craignait que le futur Etat indépendant ne vende la terre aux monarchies du Golfe ou autres (il y avait un projet d'installation d'Egyptiens le long du Nil).

- C'est la raison pour laquelle SVDP n'a qu'un soutien mou des autorités auxquelles elle pourrait recourir (les ministères de la Santé et de l'Agriculture par exemple) si la communauté réclamait la récupération leur terrain : porter le litige en justice serait long et perdu d'avance. Sans compter que cela signifierait la cessation des activités sur le terrain pendant la durée du litige (qui peut prendre deux ans).

- SVDP a néanmoins essayé de mobiliser ses contacts aux différents niveaux administratifs : au niveau du *booma* de Luri et du *payam* de Northern Bari les relations sont bonnes, mais **les difficultés se situent à l'échelon supérieur, avec le Comté de Juba**.

La Commission du Comté de Juba était habituellement un des soutiens de SVDP. Tous ses membres voulaient montrer qu'ils jouaient un rôle dans les projets mis en place par SVDP à Nyarjwa, des projets phares pour le comté, l'Etat et même le pays. Dès qu'il y avait un évènement public, ils voulaient s'assurer d'être représentés.

Lorsque le MOU a été rédigé, il y avait déjà un plan pour la construction de résidences dans le village et SVDP avait demandé à ce qu'une zone tampon de 600 m soit respectée entre le terrain de la ferme et les

habitations du village.

Mais la route bitumée et les perspectives de développement immobilier à Nyarjwa ont changé la donne. Les membres de la Commission du Comté ont établi des cartes des terrains **et ont inclus ces 600 m dans la**



Pont en construction près du site de Nyarjwa et de la route : travaux accompagnant l'essor immobilier soutenu par les autorités locales.



La route menant au site du terrain de la ferme et du CSSV, vue depuis le site : où l'on voit des constructions récentes.

zone constructible du nouveau plan d'urbanisme.

Ils ont ensuite déplacé les bureaux du Comté de Juba au bord de la route goudronnée vers Nyarjwa (cf photo).

D'autant que la communauté locale a donné 20 « bons d'achat de terrain » au chef de la Commission. Un « bon d'achat » correspond à une parcelle de 400 m<sup>2</sup>. Ils lui ont donc donné 0,8ha qu'il pourra vendre. Donc SVDP n'a rien à attendre du Comté.



- Ces cessions ne sont pas bien vues à l'échelon de l'État d'Equatoria Central. Celui-ci avait d'autres vues sur ces terrains. Officieusement SVDP a contacté des membres du parlement de l'État. Mais comme les terrains appartiennent aux communautés selon la Constitution, les membres de la Commission du Comté sont dans leur droit et apparaissent pour la communauté comme des protecteurs institutionnels.

### 5.3. Les négociations entre SVDP et les membres contestataires de la communauté

#### 5.3.1. Le choix d'une résolution à l'amiable

- SVDP pouvait demander du renfort militaire pour faire garder le terrain, mais elle a dit aux contestataires qu'ils ne voulaient pas aller à la confrontation, mais résoudre le conflit à l'amiable.
- En effet, dans le pays, tout conflit se transforme en conflits politiques (les membres de la Commission du Comté appartiennent à des parties de l'opposition) et une occupation « gardée » pourrait facilement se retourner contre SVDP en termes d'image. Si à l'avenir les membres de la Commission du Comté appartiennent au parti majoritaire, cela pourrait changer.
- Mais en attendant, la seule solution est de construire ce hall afin de ne pas donner aux contestataires une raison de créer des ennuis. D'autant qu'apparemment SVDP, à travers Mogga qui n'a pas su dire non, s'est déjà trop engagée pour reculer. Il n'y a pas eu de promesse, mais c'est une demande qui remonterait à 2018 ; et la communauté avait présenté des plans (avec en fait deux projets, dont un plus ambitieux).



Le chef de la communauté (en rouge), sur l'emplacement du futur hall communautaire, avec quelques membres de jeune contestataires, Mogga à sa gauche, Betram, à droite de Florence, lors de notre visite.

#### 5.3.2. L'autorité relative du chef de la communauté

- Le chef actuel (la quarantaine) était opposé depuis le début à l'idée de céder l'usufruit du terrain à SVDP. Mais il est aujourd'hui le plus ardent soutien de SVDP. Lui et un des jeunes meneurs sont employés à la ferme. Cela permet d'impliquer la communauté dans les projets.
- Mais sous la pression des plus violents, ils se sont faits discrets : jugé trop conciliant par les jeunes voyous, le chef a retrouvé en juillet une grenade devant sa porte !
- Steven, le directeur de la ferme, a été un élément positif dans toutes les négociations.

### 5.3.3. Les étapes de la négociation

• Lors d'une réunion en juillet où ils étaient environ 25 représentants de la communauté, Betram a rappelé que le MOU a été signé par leur communauté, que SVDP n'est pas un « land grabber », que des investissements importants en infrastructures ont été réalisés sur ce terrain, et que la communauté ne pourra pas juste le vendre comme ça : ce serait une perte pour la région.

Il a aussi souligné que de toutes façons, le terrain n'est pas utilisable pour y construire des habitations : sans les tranchées creusées par SVDP, il serait inondé pendant la saison des pluies.

Il leur a enjoint de considérer les bienfaits à long-terme des projets que SVDP met en place sur le terrain. Il a d'ailleurs évoqué le futur centre de production avicole, qui bénéficiera à toute la région, et qui devrait être construit avant la fin de l'année 2023.

Betram leur a aussi dit qu'il avait parlé de leur projet de hall communautaire à l'ambassadeur du Japon, et ce avant qu'ils n'exercent leur pression ; rappelant ainsi la bonne volonté de SVDP et que rien ne sert de vouloir obtenir les choses par la force. Il leur a même demandé s'ils souhaitaient faire un avenant au MOU pour donner une durée limitée au prêt du terrain (10 ou 20 ans), comme cela se fait généralement dans la région. Mais ils ont refusé.

Certains voudraient qu'une partie du hall abrite des bureaux pour la vente immobilière des parcelles de la communauté. Pour l'instant, ils utilisent l'école qui a été fermée (cf 5.1.2).

SVDP leur a dit que les locaux pourraient servir à développer une petite unité agro-industrielle liée à la formation agricole des fermiers ; ou une formation destinée aux jeunes sans travail du village. Cela permettrait de lever plus facilement des fonds pour sa construction.



• Cette réunion n'a pas mis fin aux actes de malveillance : fin août et en septembre, ils ont encore interdit à deux reprises l'accès du site (ils viennent, ferment et prennent les clés).

• En septembre, lors d'une réunion avec SVDP, la communauté est venue avec un avocat. Il s'est avéré que cet avocat connaissait Betram et les actions réalisées par SVDP Khartoum à l'époque où il était étudiant en droit là-bas. Il en parlé très précisément durant la réunion en disant : « *Tous les programmes qui étaient gérés par Dr Hakim (Betram) étaient des succès et les communautés étaient très contentes.* »

• En novembre, lors de notre visite, nous avons eu une séance de palabres sous l'arbre avec une délégation de la communauté, comprenant des jeunes contestataires (cf photo de médiocre qualité). Nous leur avons dit qu'ASASE était d'accord de contribuer au financement d'un hall à la condition qu'il accueille un projet qui fasse sens, qui soit créé et supervisé par SVDP, et qu'il y ait un accord écrit pour éviter que surgisse dans quelque temps une autre revendication avec menaces et chantage... SVDP doit garder l'usufruit du terrain agricole tant qu'elle offre des services à la communauté, comme cela est prévu dans le MOU initial.



L'idée est de leur faire signer un engagement écrit le jour de l'inauguration du hall communautaire, lorsque SVDP leur remettra les clés.

#### 5.3.4. Le projet de hall communautaire

- Fin juillet, ASASE a envoyé 5000 \$ pour que les travaux puissent commencer. SVDP a acheté du ciment et des barres de fer pour commencer les fondations.
- En novembre, nous nous sommes rendus sur le site, situé dans le village, loin de la ferme.
- Ce sera un hall de 1064m<sup>2</sup> (38x28m), ouvert, avec des salles de réunion et une véranda qui fait le tour.
- Le coût estimé de 50 000 \$ (par un ingénieur recommandé par SVDP), tient compte de l'augmentation du prix des matières premières, notamment du ciment nécessaire pour des fondations solides, nécessaires dans cette région marécageuse. Mais selon Betram, cela ne correspond pas au coût réel à financer. Certaines finitions (carrelage au sol, connexions électriques, peinture des murs etc) pourraient le faire augmenter. Pour baisser les coûts, les travaux seront réalisés autant que possible par des apprentis du CFPDC, comme des travaux pratiques. De plus, les agrégats (pierres et sable) extraits de la montagne du coin, qui sont généralement vendus par la communauté locale, sont apportés en nature par elle, ainsi qu'un camion, ce qui représenterait environ un quart du budget annoncé de 50 000 \$.
- La construction va se faire par étapes, en fonction des fonds qui pourront être récoltés.



Les serres de la ferme.

## 6. LE CENTRE DE SANTÉ SAINT-VINCENT

### 6.1. La rénovation du bâtiment

- Lors de ma visite l'année dernière, j'avais constaté que les faux-plafonds dans deux salles en particulier, dont celle de consultation du docteur, étaient régulièrement arrachés par les vents violents. Les murs fissurés nécessitaient aussi un colmatage.
- **Début février, ASASE a transféré 21 000 \$ pour financer des travaux de maintenance.** Les résultats sont satisfaisants.



### 6.2. Les conséquences de la mauvaise supervision des travaux



Salle de repos au plafond refait.

- Faute d'une supervision correcte des travaux, ceux-ci ont duré deux fois plus de temps que prévu. Les tâches de peinture n'avaient même pas été nettoyées avant notre visite !
- **Le Centre a été fermé pendant presque 6 mois d'avril à septembre.**
- Nous avons signifié notre mécontentement à Yousif qui était supposé superviser le CSSV cette année. Malgré cette nouvelle responsabilité qui lui a été confiée en 2022 (comme celle de superviser le programme BIH), Yousif n'a malheureusement pas changé sa manière de fonctionner qui consiste à rester derrière son ordinateur dans les bureaux de Lologo, sans se rendre une ou deux fois par

semaine sur le terrain des programmes.

- Lors de notre visite, nous avons pu constater que **la patientèle n'était pas encore revenue à son niveau normal** (4 patients durant notre visite). Manifestement l'information de la réouverture du CSSV n'était pas diffusée, l'équipe se contentant de compter sur la vigilance des passants des environs lors des déplacements du véhicule marqué du logo de SVDP.

Il a été demandé au réceptionniste, d'informer activement la communauté locale à laquelle il appartient.

- Compte tenu des conflits avec la communauté locale, cette fermeture prolongée a été d'autant plus dommageable qu'elle a contribué à la décevoir. A noter que les jeunes contestataires n'ont rien cassé pendant leurs blocages de l'accès.
- La plupart des médicaments ont été stockés dans la maison d'hôtes pendant les travaux. Certains médicaments qui allaient être périmés ont été donnés à l'hôpital de Juba.

### 6.3. Autres nouvelles

- Le compresseur du frigidaire de la pharmacie avait besoin d'être remplacé.
- 26 circoncisions (pour raisons hygiéniques) et 8 accouchements avaient été réalisés en 2022.
- Un pharmacien membre de PSF Suisse se rend à Juba fin janvier pour une mission d'évaluation.

## 7. LE PROGRAMME BE IN HOPE POUR ENFANTS DES RUES

### 7.1. Une bibliothèque pour le foyer

• « Nous avons reçu un accueil très chaleureux des enfants et de l'équipe d'encadrement ! » témoigne Florence. « Nous avons distribué des livres en anglais que nous avons apportés. »

• Ces livres répondaient à une demande exprimée l'année dernière par Santo Taamoun, un des deux garçons qui vont quitter le foyer l'année prochaine (cf rapport de visite 2021).

Santo, 18 ans, qui a toujours été un bon élève, va passer son examen de fin d'études scolaires en février. Il a commencé par nous dire qu'après, il aimerait suivre une formation au CFPDC de Lologo. Mais un peu plus tard, il nous a avoué qu'il préférerait suivre des études d'ingénieur (à noter que l'année dernière, il disait vouloir devenir médecin...).



Les garçons découvrent les livres reçus.

### 7.2. Un programme qui fonctionne bien sous la houlette de Mary, la nouvelle travailleuse sociale

• « Les garçons sont disciplinés et bien encadrés », remarque Florence. « Leurs chambres sont propres et bien rangées. »

• Les douze plus grands vont à l'école primaire Saint Tereza à Kator (près de la cathédrale de Juba) ; les treize autres vont à l'école All Saints de Rajaf, à cinq minutes à pied.

• Moses, l'employé qui s'était fait tirer dessus il y a deux ans et qui avait failli perdre sa jambe mal opérée, vient **chaque semaine donner des cours informatiques aux garçons**. Mary, qui a suivi une formation en informatique au CFPDC, les aide aussi parfois.

• Les enfants sont bien nourris : le lundi, ils ont du poulet, le vendredi du poisson et des fruits. **Pendant la saison des pluies, ils mangent les légumes et les céréales qu'ils ont cultivés sur le terrain du foyer.**

Avant d'aller à l'école, ils ont des biscuits et du thé. Et ils reçoivent 500 SSP chacun (80 cts \$) pour acheter un goûter à l'école.



Des jeux ont été organisés lors de notre visite.

• Olyek, l'autre travailleur social, était absent lors de notre visite : il était aux obsèques de sa femme à Khartoum. Le malheureux venait de perdre son fils de 10 ans en mai.

Ces drames successifs risquent d'aggraver son problème d'alcoolisme. Depuis au moins un an, la direction de SVDP l'avertissait car il ne donnait pas satisfaction dans son travail d'encadrement des enfants. C'est ce qui avait incité la direction à embaucher un autre travailleur social, et j'avais suggéré de privilégier une candidature féminine, peut-être plus à même de répondre aux besoins psychologiques des garçons.



- Ainsi, **Mary Emiliano**, la fille de Methodeus (un habitant de Lologo, bénévole impliqué dans diverses activités du CFPDC, dont le catéchisme des enfants) a été engagée il y a un an.
- Mary a 27 ans et fait des études universitaires en Développement en Ouganda.
- Elle vient tous les jours de la semaine. Elle ne dort pas là-bas (Olyek non plus).
- Nous avons demandé que ses horaires sur place soient modifiés (9h-17h) pour qu'elle soit davantage présente aux moments où les

garçons sont de retour de l'école (13h pour les plus petits, mais vers 16h pour les grands) et qu'elle vienne le samedi à la place d'un jour de semaine.

- En plus de l'aide aux devoirs, elle organise le mercredi des jeux et des danses. Le vendredi, elle les fait dessiner.
- Elle s'entend bien avec les parents nourriciers.
- En plus de la formation informatique, Mary a suivi une formation SHP au CFDP, ce qui peut aussi être utile. Elle aussi travaillé pendant 6 mois pour Vétérinaires Sans Frontière, Allemagne. Ils ont voulu prolonger son contrat de deux mois pour une mission en dehors de Juba, mais son père a refusé. « *Parce que je suis la seule fille à la maison !* ».

### 7.3. Rencontre de bénéficiaires, actuels et anciens

#### 7.3.1. Charles Khakis Philip, 8 ans, P3

- Né à Lologo, Charles est un orphelin recueilli dans le programme en mars 2022.
- Sa mère est morte d'une hépatite. Puis son père, soldat, est mort pendant la guerre civile.
- Avec ses deux frères et ses deux sœurs, il a vécu avec sa grand-mère qui ne pouvait pas bouger. Un oncle aidait de temps en temps.
- Charles a raté une année d'école par manque de moyens.
- Étant l'aîné de la fratrie, il a travaillé pendant quatre mois dans le marché de Konya Konya pour rapporter quelques sous. Il actionnait un petit moulin à farine et recevait 1000 SSP par jour (1,60\$) du propriétaire de l'épicerie.
- Il va à l'école primaire All Saints de Rajaf ; il aime en particulier l'anglais, les maths, les sciences. Il est heureux de pouvoir être nourri et d'avoir des copains dans le foyer.
- Charles était très timide pendant notre entretien. Il veut devenir prêtre.



#### 7.3.2. Philip et Pasquale Joseph Garang, ex-bénéficiaire du foyer BIH

- Nous sommes allés voir, sur leur lieu de résidence, ces deux frères extraits de la rue en 2015. Nous avons constaté qu'ils avaient dû déménager depuis ma visite l'an passé (cf rapport de visite 2021).
- Leur mère, qui a apparemment été quittée par le compagnon qui l'entretenait, nous a dit avoir des difficultés à payer un loyer très cher : 300 €/mois pour la petite cour et les deux, trois chambres où ils habitent avec leurs petits frères et sœurs. Selon Yousif, ce n'est probablement pas elle qui a loué au propriétaire car il y a des discriminations tribales (en l'occurrence, la famille est Dinka).



Philip et Pasquale

- Ils étaient menacés d'expulsion. Touchée, Florence leur a fait un don personnel très généreux, de façon à ce qu'ils soient tranquilles pour plusieurs mois et que Philip puisse passer son examen de fin de scolarité en début d'année prochaine.
- Philip et Pasquale font partie des anciens qui bénéficient du programme de parrainage des études mis en place en 2022. Ils mettent une quarantaine de minutes pour aller à l'école.
- « Où faire des études supérieures à l'étranger ? »

nous a demandé Philip. Au Soudan, au Maroc, en Egypte, en Ethiopie en Turquie, en Chine, il y a des systèmes de bourses, soumis à compétition, pour les étudiants sud-soudanais.

### 7.3.3. Ajuot Bol, ex-bénéficiaire du foyer

- Nous avons également rendu une visite à Ajuot, sur son lieu de résidence.

- Après avoir quitté le programme, Ajuot est allé retrouver sa famille dans son village natal de l'Etat du Haut-Nil. Ils ne savaient pas qu'il était vivant (cf son histoire racontée dans cette vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=F7EzGIWvaY8>).

Puis il a été mis en contact avec une de ses cousines à Juba. Il vit actuellement chez elle et son mari, et leurs cinq enfants.

- Ajuot a 22 ans et est en S4 (dernière année de secondaire) en section Artistique.

- Après son examen de fin de scolarité qu'il passera en mars 2023, il aimerait suivre une formation en Informatique dans le CFPDC de Lologo, en attendant les résultats qui peuvent prendre quatre mois. Ensuite il aimerait faire des études de journalisme à l'université de Juba.

- Il dit avoir été très favorablement marqué par son passage au programme BIH, qui lui a permis de se remettre (notamment à travers la prière partagée et la lecture de la Bible) des traumatismes de son enfance (il faisait des cauchemars).

- Il trouve que la vie est devenue plus dure pour lui depuis qu'il a quitté le foyer, où il recevait tout ce dont il avait besoin. « Par exemple, avant, les cours s'arrêtaient à 13h. Dans mon école, c'est jusqu'à 15h30 et je n'ai souvent pas de quoi m'acheter ni à manger ni à boire. »

Et avant que SVDP ne prenne en charge ses frais de scolarité via le parrainage, il avait été exclu de l'école. Mais ça n'a pas eu d'incidence sur sa progression, il n'a pas eu à redoubler. Il dit qu'il n'a jamais, dans toute sa scolarité, raté un seul jour d'école (de son fait).

- Il a un téléphone et garde contact avec certains de BIH : Francis Ladu et Thomas en particulier.

- Le mari de sa cousine qui l'héberge est un journaliste au chômage, qui travaillait pour Eye Radio, la radio privée nationale. Il s'avère qu'il est le frère de Martin, un ancien travailleur social du programme BIH, qui était lui-même un ancien enfant des rues ayant bénéficié d'un programme mis en place par SVDP Khartoum. Martin est mort cette année d'une infection pulmonaire liée à la tuberculose. Le mari raconte qu'il a assisté aux dernières semaines de Martin, qui refusait de se nourrir. C'était un de ses trois frères et c'est une grande perte pour lui.



## 8. LES AUTRES PROGRAMMES

### 8.1. L'École Saint Vincent

- L'École Saint Vincent, située au sein du CFPDC de Lologo, comptait **979 élèves, dont 50% de filles.**

- Il y a 257 élèves dans les **trois classes de maternelle** et 722 dans les **huit classes de primaire.**

- Elle compte **18 enseignants** et est dirigée par Erika Gore et son adjoint Loku Felix Silvanos. Grace Gale est la trésorière.

- Florence raconte : « J'ai remis à Erika Gore la directrice de l'École Saint Vincent, les six cartons de crayons, stylos et néo-colors donnés par Caran d'Ache. Nous les avons distribués dans les trois classes de maternelle et aux premières classes de primaire. Le matériel est gardé dans les classes et géré par les maîtresses.



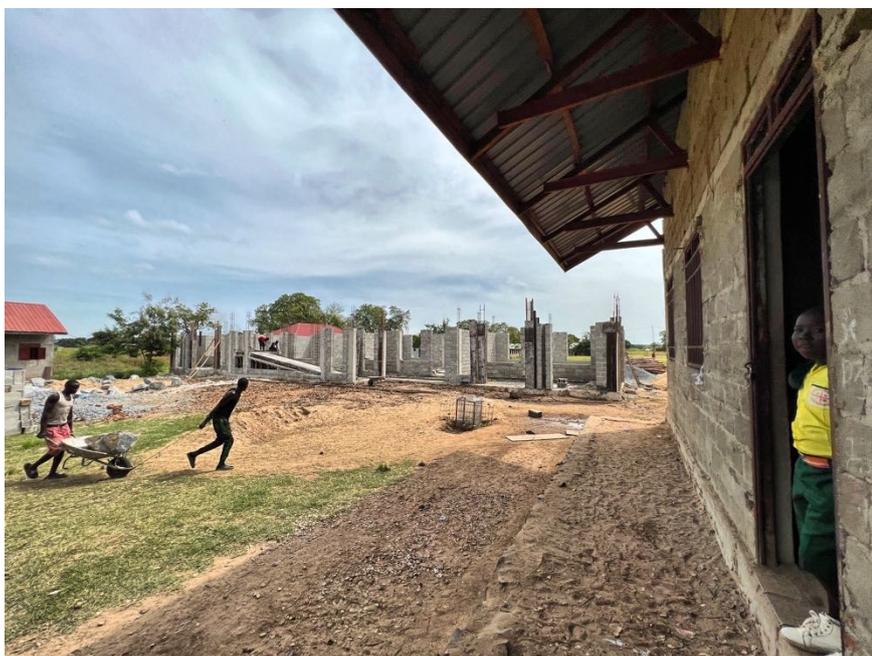
Florence et Erika distribuant les fournitures offertes par Caran d'Ache

Le matériel est gardé dans les classes et géré par les maîtresses.

- J'ai vu le **bâtiment en construction** [cf photo], dont le financement est assuré par les donateurs autrichiens et anglais. » Près de 137 000 \$ ont été donnés en 2022 pour le fonctionnement de l'école et la construction du bâtiment.

En toute fin d'année, Caritas a donné encore 53 000 \$ pour les travaux.

Lorsqu'il sera achevé, le nombre de salles sera doublé et cela permettra de ne plus avoir des classes comptant plus de 100 élèves (comme c'est le cas dans trois classes de primaire cette année).



### 8.2. L'interruption du programme LNOB

- Ce projet est porté par Caritas Autriche en coordination avec Caritas Graz, Caritas Vienne, le CICR, l'ONG internationale Light for the World ; au niveau local, à part SVDP Juba, le projet implique aussi les Salésiens de Don Bosco à Gombo (liés à Caritas Vienne).

En mars 2021, le consortium d'ONG avait obtenu l'accord de **financement de l'ADA.**

- Les bénéficiaires du projet LNBO étaient **les déplacés dans deux camps de la capitale** : le camp de Mahat, qui comptait environ 8000 déplacés et le camp de High Malakal, situé dans un cimetière de 5 ha.

- Les axes d'intervention étaient : lutte contre le Covid (hygiène, etc) ; distribution de nourriture et d'abris ; prévention contre les violences basées sur le genre ; sensibilisation et échange de connaissances entre les partenaires du consortium ; formation en agriculture à High Malakal.

- **Le projet a démarré fin 2021.** Les premiers versements à SVDP (environ 82 000 \$) avaient été dépensés en mai.

- **Un audit intermédiaire réalisé par une société indépendante a relevé des problèmes dans la gestion par SVDP et Don Bosco. Le projet a été officiellement arrêté début juin, à la demande des donateurs autrichiens.**

Le problème principal était le non-respect des procédures d'adjudication dans les choix des fournisseurs de nourriture. SVDP était notamment supposée contrôler que les fournisseurs de l'adjudication étaient régulièrement enregistrés. Suite à ce rapport, l'ADA n'a pas approuvé les dépenses engagées et Caritas Graz a dû rembourser environ 68 000 € reçus pour ces achats de nourriture.

Parmi les autres points relevés par l'auditeur anglais : le fait que la distribution dans le camp de déplacés était réalisée par les organisations du camp. Mais SDVP ne dispose ni d'un emplacement de stockage ni du personnel nécessaire pour cela.

- **Après de nombreuses réunions et la délivrance d'un rapport final accepté par l'ADA fin novembre, les partenaires autrichiens ont décidé de poursuivre le projet en redéfinissant les conditions de sa mise en œuvre.**

- Outre les conditions de gestion du projet (notamment la mise en place d'un processus d'approbation des devis plus structuré), c'est la population-cible qu'il faut redéfinir : durant l'été, suite aux conflits entre les membres des tribus qui résidaient dans le camp de déplacés de Mahat, avec notamment un incident qui a abouti à la mort d'un enfant, les autorités musulmanes à qui appartient le terrain l'ont fait évacuer par les membres des deux tribus qui étaient majoritaires. Seuls restaient les Murles en novembre.



Donc pour SVDP, il faut refaire une estimation de besoins, des actions à mettre en place et de leur organisation.

- Enfin, dès 2023, Georg Gnigler, qui était le chargé de projets de Caritas Graz pour le Soudan du Sud, va se concentrer sur les projets soutenus au Burundi. Nous ne connaissons pas encore la personne qui lui succède pour le Soudan du Sud.

### 8.3. Le programme d'alimentation des enfants

- Ce programme, financé par les partenaires autrichiens et SVDP Angleterre et Pays de Galles, s'est déroulé cette année à Lologo (dans le CFPDC) et à Rajaf (près du foyer BIH).
- Sur les deux sites, environ 300 enfants de moins de 5 ans bénéficient d'un repas trois fois par semaine.
- Les enfants sont issus des familles les plus pauvres du voisinage des Centres. A Lologo, cela comprend des enfants qui ne sont pas scolarisés à l'Ecole Saint Vincent.

## 9. COMPTABILITÉ ET BUDGET 2023

### 9.1. Le travail sur la comptabilité

- Florence a travaillé plusieurs matins avec Marlin, la comptable, et son assistante Alice.

Elle souhaitait être plus autonomes et progresser dans la maîtrise des outils comptables.

- Une réunion de travail a été tenue avec Andrew Kalema, l'expert auditeur agréé.

- Les problèmes de connexion Wi-fi faible et aléatoire ont été finalement résolus : nous avons financé l'achat de deux modems portables destinés à l'usage exclusif de Betram et de la comptabilité. C'était essentiel pour que nous puissions superviser la tenue de la comptabilité.



Alice (à g.) et Marlin offrent un cadeau à Florence avant son départ.

### 9.2. Le travail sur le budget 2023

#### 9.2.2.) La hausse des coûts des programmes soutenus par ASASE en 2022.

Cette hausse est due à certains frais exceptionnels :

- Les travaux de maintenance du CSSV : 21 000 \$ (alors que les frais de fonctionnement du Centre, notamment les salaires du personnel, ont été maintenus) ;

- Les coûts liés au parc de véhicules : 31 000 \$ pour le remplacement de trois véhicules et 2500 \$ pour l'achat de deux motos ;

- La construction d'une nouvelle unité de production avicole à Nyarjwa : 35 000 \$, qui n'ont pas été dépensés, puisque la construction a été reportée à 2023 du fait des conflits avec la communauté.

De plus, les coûts ont subi une hausse de 30% de la livre sud-soudanaise entre août 2021 et juin 2022. Or c'est généralement sur le premier semestre que sont transférés les montants les plus importants.

A cette hausse des coûts s'est ajouté une baisse des contributions :

- pour ASASE : baisse des dons des particuliers (-30% par rapport à 2021) et des communes (-24%), en partie liée à une orientation des dons vers l'aide en Ukraine.

- pour SVDP Juba : une année exceptionnellement maigre pour les revenus générés par les PGR.

La conséquence est qu'ASASE a dû fortement puiser dans ses réserves pour honorer ses engagements sur les budgets.

#### 9.2.3.) La nécessaire réduction des budgets 2023

Lors de réunion de travail avec les équipes dirigeantes, nous avons donné les montants d'engagements maximum de la part d'ASASE en 2023.

Nous avons incité la direction à voir comment réduire le coûts de fonctionnement sans réduire l'éventail des actions réalisées.



Deux minibus Toyota Hiace, pour le transport du personnel, achetés d'occasion (importées directement du Japon par un agent de Juba).

### 9.3. Réduction des effectifs en 2023

SVDP a décidé de procéder à quelques licenciements à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

- Yousif Deng a été remercié pour soulager les coûts administratifs. Wilson, l'adjoint de Betram, pourra prendre en charge les missions qui lui étaient dévolues.

- Olyek, le travailleur social du programme BIH, ne donnait plus du tout satisfaction depuis un moment déjà (cf 7.2.). SVDP l'a gardé en 2022 du fait des drames personnels qu'il a traversés. Mais son manque d'intérêt et ses problèmes d'alcoolisme ont obligé la direction à prendre cette décision douloureuse. Pour le remplacer, Betram pense à un travailleur social qui travaillait dans les prisons et qui a été formé aux Etats-Unis.

- Dominic, en charge de la Protection de l'enfance a été également remercié (un poste à temps plein pour cette mission n'est pas indispensable), ainsi qu'une ou deux femmes de ménage en surnuméraire.



Mogga, Yousif, Wilson, Florence, Patrick, Betram.  
Accroupis : Dominic et Oliver.

\*

Je remercie tous les membres d'ASASE pour leur engagement bénévole (en particulier notre présidente Florence Rivollet, avec qui j'ai eu grand plaisir de partager ce séjour), tous les membres de SVDP Juba pour leur accueil chaleureux et leur disponibilité et tous nos partenaires et donateurs pour leur confiance et leur fidélité : **les réalisations constatées dans ce rapport sont les fruits de cette belle chaîne de solidarité.**

**Patrick Bittar, Directeur**



Balade sur le Nil le dernier jour, sur deux bateaux,  
avec les garçons du programme BIH.